

JAB
CH-8031 Zurich
P.P. / Journal

changements d'adresse:
GSsA, CP 1515, 8031 Zurich
gssa@gssa.ch

GSsA

Organe d'échanges et de débats du Groupe pour une Suisse sans Armée

GSsA Journal N° 115 Juin 2018

une Suisse sans armée



**104'902
SIGNATURES !!**

Editorial

Chères lectrices, Chers lecteurs,

L'Initiative contre le commerce de guerre a été déposée ! Nous avons pu remettre les 104'902 signatures à la Chancellerie fédérale quatre mois avant la fin du délai de récolte des signatures. Notre joie est immense et nous vous invitons à jeter un coup d'œil à notre dossier consacré à ce sujet (p. 6 et 7).

Malgré cela, il n'est pas encore temps de se reposer... Le Conseil fédéral a annoncé ses plans concernant l'achat de nouveaux avions de combat (p. 4 et 5). Lors de l'Assemblée annuelle du GSsA, en avril, il a été décidé à l'unanimité de lutter par référendum contre ce chèque en blanc de 24 milliards (p. 2). Outre cette décision, nous avons également adopté une résolution contre les missions de l'armée suisse à l'étranger (p. 11).

Le Conseil fédéral s'est également illustré dans d'autres domaines que l'aviation. Au printemps, le gouvernement a annoncé qu'il entendait à nouveau assouplir l'Ordonnance sur le matériel de guerre afin que les équipements militaires puissent être exportés vers des pays en guerre civile. Tout ce que vous devez savoir sur ce commerce de la mort se trouve aux pages 8 et 9.

Dans ce genre de moments, il est bon de savoir que le mouvement pacifiste reste actif ! La marche de Pâques à Berne, de par son succès, nous a mis du baume au cœur ; tout comme les liens du GSsA avec ses partenaires internationaux, lors de la réunion de l'ENAAT, ce printemps à Lyon (p. 2).

Mais revenons-en à la Suisse : en page 10, nous nous intéressons à l'armée secrète P-26, un épisode peu glorieux de l'histoire suisse que certains essaient aujourd'hui de réhabiliter. Il est aussi question de secrets en page 11, au sujet desquels il n'existe pas de classeurs dans les Archives fédérales. Dans une période où les théories du complot sont en plein essor, cela n'est pas sans dangers.

Tenons-nous en donc aux faits. Il y a à nouveau des changements dans l'équipe du secrétariat (p.12). C'est avec le cœur lourd que nous laissons partir Eva Krattiger, mais nous nous réjouissons de l'arrivée d'une nouvelle secrétaire à Zurich et d'un nouveau secrétaire à Berne.

Bonne lecture et un bon été.

Judith Schmid et toute l'équipe de rédaction

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

L'Assemblée générale approuve le référendum contre les avions de combat

Les discussions de l'Assemblée générale 2018 du GSsA ont passablement tourné autour du prochain grand projet que nous allons devoir mener à bien prochainement : le référendum contre le chèque en blanc du Conseil fédéral pour l'achat de nouveaux avions de combat.

Par Magdalena Küng

Le printemps nous avait gâtés avec la météo du 11 avril... Cependant, nous n'avons reçu que quelques rares rayons de soleils dans la salle de réunion du restaurant Kreuz à Soleure : l'Assemblée générale du GSsA a cette année encore été pleine de contributions, de présentations et de discussions autour de l'antimilitarisme, du pacifisme et de la politique de sécurité de la Suisse.

Pas de chèque en blanc pour les caprices de Parmelin

Le crédit prévu pour l'acquisition de nouveaux avions de combat et d'un nouveau système de défense sol-air s'est retrouvé au centre des discussions. En mars, le Conseil fédéral a annoncé vouloir dépenser huit milliards afin de céder aux caprices du lobby militaire et du Département de la défense. Le crédit pour cet achat se

fera à travers un arrêté de planification pouvant être soumis à référendum... moins de quatre ans après le refus par l'électorat de l'achat de nouveaux avions de combat. Il était donc clair pour l'Assemblée générale qu'une telle décision antidémocratique nécessitait le lancement d'un référendum, afin que les votant-e-s puissent mettre un terme à ces dépenses disproportionnées.

Une résolution sur les missions de l'armée suisse à l'étranger était également à l'ordre du jour. Bien que la question semble réglée depuis longtemps, on entend à nouveau dans divers cercles politiques des appels à une participation suisse aux projets de l'« armée européenne » et aux opérations invasives dans d'autres pays. Le GSsA s'y oppose avec véhémence. Il ne faut pas trouver un sens à l'armée en participant à des opérations à l'étranger, car celles-ci entraînent davantage de conflits et d'instabilité. Au lieu de soutenir l'OTAN, la Suisse devrait continuer à appuyer l'ONU et poursuivre une politique civile de paix.

Comme d'habitude, les invitations à l'Assemblée générale 2019 seront envoyées par l'intermédiaire du journal du GSsA. Nous nous réjouissons d'avance de votre participation ainsi que des discussions intéressantes qui en découleront !



La décision de l'AG de saisir le référendum contre le chèque en blanc pour l'achat d'avions de chasse a été communiquée au travers d'une action spectaculaire. (Photo : GSoA)

ENAAT

En visite chez des amis

La rencontre annuelle des opposant-e-s européen-ne-s au commerce des armes est un lieu de discussions passionnantes et d'échange d'idées. Par Adi Feller

Cette année, la rencontre avait lieu dans la belle ville de Lyon, siège de l'Observatoire des armements, une petite ONG française active depuis longtemps dans la lutte contre les grands commerçants d'armes français. Ces réunions constituent une part importante des connexions européennes du GSsA : des campagnes communes y sont constamment discutées et pensées. Cette année, la présentation d'une nouvelle page d'accueil et d'un nouveau design a été particulièrement réjouissante. Une visite du site www.enaat.org vaut vraiment la peine.

Pouvoir accru pour les lobbyistes de l'armement

Outre l'échange sur les campagnes en cours,

l'accent a été mis sur des mutations en cours au sein de l'Union Européenne (UE). Il est presque impossible d'avoir ne serait-ce qu'une vue d'ensemble sur les couloirs bruxellois, lieu d'effervescence pour les lobbyistes des armes et des équipements militaires de nombreux pays. L'ENAAT surveille, avec d'autres ONG critiques, ces activités de près et tente de se faire un réseau afin de faire avancer le travail de sensibilisation à Bruxelles. Ce travail a permis de mettre en évidence des développements inquiétants : les représentants d'entreprises d'armement exercent désormais leur pouvoir comme experts dans diverses commissions. Cette nouvelle influence a débouché sur de graves décisions... Pour la première fois, les fonds des programmes européens de recherche pourront également être utilisés pour de la recherche militaire ! Ces fonds étaient jusqu'à présent explicitement civils. Et cette victoire des lobbyistes ne représente sans doute que le premier pas vers de nouvelles dépenses militaires...

MARCHE DE PÂQUES

Commerce équitable pour la paix

(ek) Quelque 1 100 personnes ont participé le 2 avril à la traditionnelle marche de Pâques à Berne. Des personnes de tout âge ont défilé pour une économie plus responsable, thème d'actualité en raison de l'initiative « pour des multinationales responsables ». Cette dernière exige des entreprises de vérifier que leurs chaînes de production ne violent pas les droits de l'homme et les normes environnementales, et procèdent à des ajustements en la matière si nécessaire.

Cette année, nous avons pu accueillir trois orateurs lors du rassemblement final sur la Müns-terplatz. Les discours de Jacqueline Keune et Stephan Tschirren ont souligné les raisons pour lesquelles les églises s'engagent en faveur de cette initiative. Danièle Gosteli a, quant à

lui, dépeint les conditions de l'économie actuelle et leur lien avec les conflits.

Cependant, la marche de Pâques ne consiste pas seulement en une protestation politique. C'est également une rencontre entre militant-e-s pacifistes qui se tient de longue date, des retrouvailles autour de victuailles et de boissons du Jura, ainsi que la musique festive d'Olgas Bagasch. 2018 marquait déjà la seizième édition consécutive de la marche de Pâques à Berne. Le nombre croissant de participant-e-s montre qu'il faut aujourd'hui encore tous ensemble défendre la paix et que les jeunes générations apprécient également se rencontrer lors de la marche de Pâques. Un grand merci à toutes les participant-e-s et aux bénévoles pour cette belle marche !



La Marche de Pâques a rassemblé un grand nombre de participant-e-s. (Photo: Klaus Petrus)

FORMATION

La Suisse, entre résolution des conflits et bellicisme

Partager du savoir et réfléchir à nos actions ensemble ! Afin de penser plus loin, le GSsA vous invite le 1er septembre à une journée d'ateliers au cours desquels seront examinés différents aspects contradictoires du rôle de la Suisse en tant que médiatrice et gardienne des conventions de Genève d'une part, et puissance économique privilégiant le marché et les profits d'autre part. Durant cette journée se tiendront au total six ateliers. Durant trois d'entre eux sera examinée la politique suisse en matière de conflits et de guerres. Les trois autres de ces workshops traiteront de solutions individuelles et nationales.

La formation « La Suisse, entre résolution des conflits et bellicisme » aura lieu à Berne. La participation à ces ateliers, qui se dérouleront en langue allemande, est gratuite. De plus amples informations seront bientôt disponibles sur www.gsoa.ch. Toutes les personnes intéressées – qu'elles soient actives au sein du GSsA ou non – sont cordialement invitées à cette occasion ! Nous nous réjouissons de votre participation ! Une telle journée en langue française se tiendra également à Lausanne le 29 septembre prochain. Les membres romand-e-s recevront des informations complémentaires à ce sujet dans le courant de l'été.

SERVICE MILITAIRE OBLIGATOIRE

Tous au service civil ? Non !

Le service civil a été introduit à l'origine comme un service de substitution pour ceux qui ne pouvaient pas concilier le service militaire avec leur conscience. Aujourd'hui, cependant, son importance dans la société va clairement plus loin. Néanmoins, il ne devrait pas se transformer en un engagement social obligatoire pour tous. Par Eva Krattiger

En 1992, l'électorat suisse a approuvé l'introduction du service civil lors d'une votation. Depuis, de plus en plus de jeunes hommes ont opté pour le service civil au lieu du service militaire. Le service civil leur offre une alternative passionnante qui leur donne un aperçu de domaines d'activité jusqu'alors inconnus et peut même les amener à réévaluer leurs choix de

carrière. Mais le nombre d'attaques contre ce service alternatif augmente à nouveau. Dans le cadre de la discussion sur le système du service militaire obligatoire en relation avec le service civil, il a été récemment débattu de la question de savoir si le service civil devait également être ouvert aux femmes ou même devenir obligatoire pour tous. Or, ces efforts vont dans la mauvaise direction.

Le service civil est un service alternatif – et doit le rester

Dans cette discussion, nous ne devons pas oublier que le service civil n'a pas été introduit comme une valeur à part entière, mais comme un service alternatif, et même aujourd'hui, surtout dans les milieux militaires, il n'est considéré que comme tel – si considération il y a. Ainsi, lorsqu'il est question d'étendre ce service aux femmes et de le rendre obligatoire pour tous, la question reste de savoir ce qu'il adviendrait du service militaire dans ce cas. Faudrait-il l'étendre à tous et le rendre obligatoire ? Ou le service civil serait-il la norme pour les femmes et le service militaire l'alternative ? La proposition d'un service civil généralisé, en tant que « service à la société », est donc dangereuse, en particulier venant des rangs de la gauche.

Des civilistes bon marché au lieu de personnel qualifié

Le but du service civil est défini à l'article 1 de la loi sur le service civil : « Le service civil est utilisé lorsque les ressources manquent ou sont insuffisantes pour l'accomplissement de tâches importantes pour la communauté ». En 2016, les civilistes ont passé plus de 50 % de toutes les journées de travail dans le secteur de la santé et du social. En même temps, plusieurs cantons ont adopté des mesures d'austérité dans ces domaines. Les civilistes sont donc principalement utilisés là où les ressources nécessaires ne sont pas accordées ou coupées. Pour une entreprise, un civiliste est moins cher qu'un stagiaire ou un spécialiste formé, car le civiliste est payé par l'allocation pour perte de gain (APG). Mais surtout dans le secteur de la santé et du social, cela a des conséquences pour les personnes qui doivent de plus en plus compter sur des civilistes qui n'ont pas la formation professionnelle nécessaire pour les soins.

Cela est également problématique d'un point de vue féministe. D'une part, il peut donner aux jeunes hommes un bon aperçu du travail dans le domaine de la santé et même encourager l'un ou l'autre à commencer une formation dans ce domaine. Ce qui est tout à fait souhaitable. D'autre part, la compensation pour un civiliste s'élève à 80% de son revenu précédemment atteint et un maximum de CHF 196 par jour. Il en résulte un salaire mensuel d'un maximum de CHF 4260, ce qui équivaut au revenu de spécialistes formés (surtout des femmes spécialistes) pour les soins ou la santé. Par conséquent, les hommes non qualifiés dans ces professions traditionnellement féminines reçoivent un salaire pour un travail non professionnel (puisqu'ils ne sont pas formés pour ce travail) qui est similaire ou égal à celui des femmes qualifiées ou des spécialistes. Cette situation déplorable montre que le système actuel doit être réévalué. Cependant, l'objectif ne devrait pas être d'attirer le plus grand nombre de personnes possible au service civil et de financer les coûts du système de santé et du système social par le biais de l'APG. Il serait beaucoup plus important de former et de rémunérer les spécialistes nécessaires de façon adéquate.



SERVICE MILITAIRE OBLIGATOIRE

Libérez les civilistes

Le fait que l'on ne puisse pas penser au service civil indépendamment de l'Armée montre à quel point le service militaire est devenu naturel dans notre société. Par Magdalena Küng

A l'origine, il n'était censé représenter qu'une alternative pour ceux qui, pour des raisons morales, ne voulaient pas s'engager dans l'armée. Aujourd'hui, le service civil joue un rôle beaucoup plus important que le simple remplacement d'un système obligatoire dépassé.

1 786 385 jours de service ont été fournis par des civilistes en 2017. 1 786 385 jours pendant lesquels les écoles, les maisons de retraite ou les fermes ont été non seulement soulagées, mais aussi enrichies par les efforts de ceux qui se décident à faire le service civil.

C'est un fait que le service civil élargit l'horizon et représente une précieuse expérience de travail pour les jeunes hommes. Ce point en particulier est considéré comme un grief du côté bourgeois, car les gens qui font du service civil vivraient trop de choses positives par rapport aux soldats. Ils ignorent habilement la durée de service qui est de une fois et demi plus longue que l'école de recrues. La question de savoir si et comment le service civil peut être pensé et développé indépendamment du service militaire est également discuté à plusieurs reprises de l'autre côté de l'éventail politique. Le principal point de litige est le fait qu'il soit bénévole.

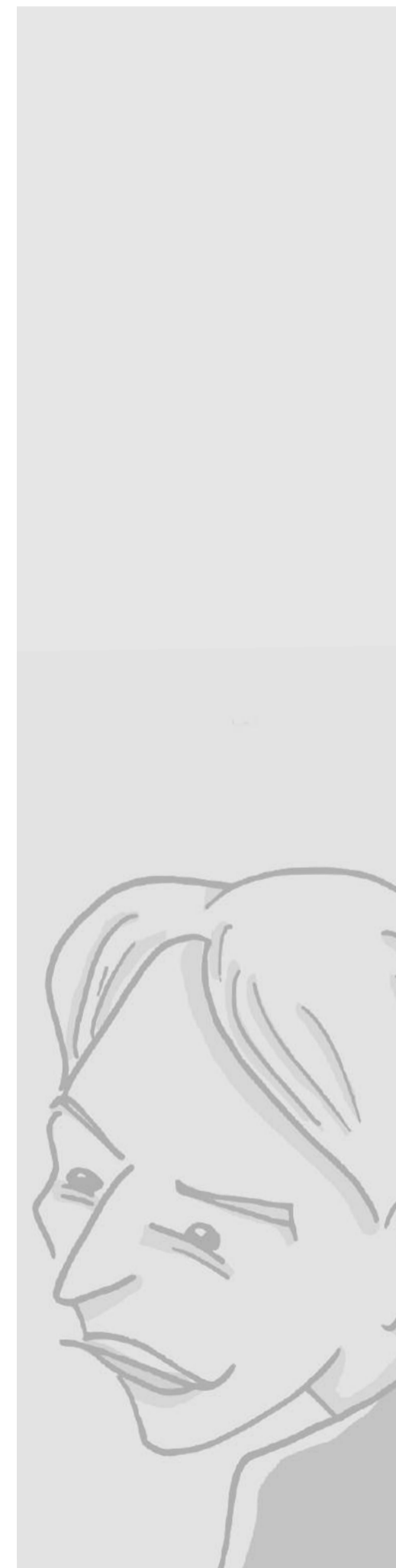
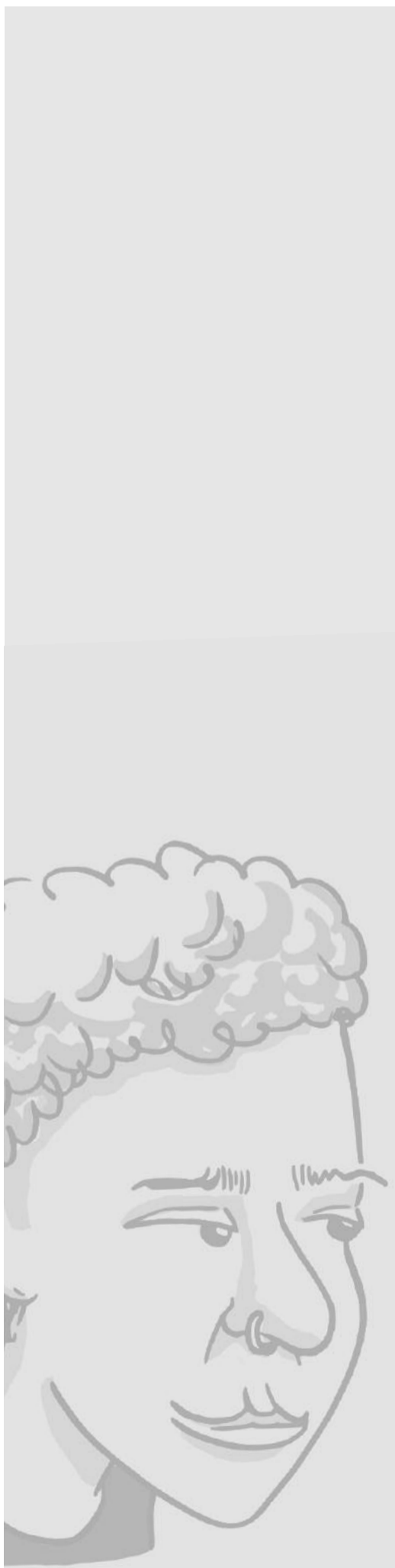
Créer encore un autre titre ?

Le service civil implique traditionnellement des activités qui nécessitent peu de formation technique et peuvent être exécutées presque exclusivement à titre d'assistance. Si ces activités devaient être intégrées dans le système éducatif suisse, il faudrait créer un nouveau diplôme – une sorte d'apprentissage en quelques semaines – qui serait nettement inférieur à la qualité de la formation professionnelle. Et il serait moins bien payé en conséquence. En supposant que l'on offre une sorte de travail social bénévole, les jeunes qui quittent l'école n'accepteraient certainement le service civil que comme une solution d'urgence absolue, car ils sont soumis à de fortes pressions pour acquérir le plus rapidement possible une bonne base pour leur carrière professionnelle. La réserve de personnel utilisée aujourd'hui ne pourrait guère être couverte.

L'empathie peut s'apprendre

Cependant, il y a d'autres raisons pour lesquelles la gauche ne devrait pas s'évanouir lorsque le mot « service civil obligatoire » est utilisé. L'empathie s'apprend et n'est pas simplement innée. L'élargissement de l'horizon mentionné en début d'article ne signifie pas seulement qu'il est bon pour un apprenti employé de commerce, par exemple, de voir autre chose que son bureau. L'échange et la coopération avec des personnes d'autres secteurs, domaines de la vie, régions (linguistiques) augmente la compréhension mutuelle – tout comme lors du service militaire, à la différence que le travail fait a du sens et n'a pas besoin de se parer de chars et d'armes à feu pour être remarqué. Nous sommes si fortement choqués par l'absurdité de la coercition militaire que nous pouvons difficilement profiter du service civil. Une exemption pour des raisons légitimes est encore concevable, même dans le cas du service civil obligatoire, tout comme il s'agirait d'un ajustement du système salarial pour éviter de tomber dans le piège de la main-d'œuvre bon marché.

Et pourquoi rendre le service obligatoire uniquement pour les jeunes ? Le bénévolat ne peut-il pas s'appliquer à un moment différent de la vie et aussi aux personnes âgées ? Plus le marché du travail changera, plus il y aura d'emplois obsolètes. Pourquoi ne pas faire quelque chose d'enrichissant, une chose pour laquelle on n'a pas besoin de requalification avant d'aller à l'ORP, une démarche encore stigmatisée, ou au bureau d'aide sociale ? Et qui sait, peut-être notre société se souviendrait-elle enfin que même le travail pour lequel l'on n'a pas besoin d'un titre élevé est extrêmement précieux, et doit être respecté sans condition et rémunéré équitablement. Le service civil doit être libre, indépendant du service militaire, mais obligatoire pour tou-te-s.



LE PLAN DU CONSEIL FÉDÉRAL

Pourquoi pas investir 24 milliards pour des avions ?

Il y a à peine quatre ans, nous votions sur le dernier projet d'acquisition d'avions de combat. Cet année, le conseil fédéral revient avec une autre liste d'achats – trois fois plus chère. Par Muriel Waeger

La discussion du Gripen parlait alors de l'achat de 22 avions pour renouveler la flotte aérienne suisse. Ce projet a été balayé devant le peuple avec une majorité de 53,8% des voix. Malgré ce refus net d'accorder plus de 3 milliards à la défense aérienne, le Conseil fédéral est revenu à la charge en mars dernier. Ce dernier a en effet soumis un projet pour renouveler non seulement nos avions mais également la défen-

se sol-air de l'armée. Ainsi, il aura fallu attendre moins de cinq ans pour que l'échec d'Ueli Maurer soit oublié et que Guy Parmelin revienne à la charge. Cette fois-ci, le budget a non seulement plus que doublé, mais le type d'avions ou leur nombre ne sont pas connus. Le Conseil fédéral a en effet approuvé un arrêté de planification, prévoyant d'accorder un chèque en blanc de 8 milliards au « Programme Air2030 » prévu par les « experts-es » du DDPS. Selon le calendrier, un vote sur le référendum peut ensuite avoir lieu dans les deux ans à venir, autrement dit avant que le Conseil fédéral ne prenne une décision quant au type d'avion de

Les spéculations vont bon train

Alors que la situation suisse n'a pas changé depuis 2014, les spéculations parlent de l'acquisition de 40 nouveaux avions, soit le double de ce qui était proposé lors des dernières votations sur le sujet. Si le nombre de jets et le budget ont fortement augmenté, les estimations du coût montrent également que le modèle serait plus cher que la dernière fois.

Le nouveau caprice du Conseil fédéral ne prévoit plus de simples jets, mais la version de luxe qui nous coûtera 24 milliards de francs en frais d'entretiens. Malheureusement les dépenses vont plus loin que l'achat d'avions. Le budget prévoit aussi une défense au sol de la zone aérienne. Dans ce domaine également, les spéculations vont bon train. Il est effectivement question d'un nouveau système de conduite pour le système de surveillance de l'espace aérien et de missiles longue portée. Missiles que nous n'avons plus eu depuis la fin de la guerre froide ! Après tout, pourquoi ne pas se permettre une folie de plus lorsqu'on vote sur le plus grand budget d'armement de toute l'histoire de la Suisse.

Mais l'ironie de la situation ne fait que de s'accroître avec les affirmations du Conseil

fédéral qui parle d'un achat d'« importance capitale pour la sécurité de la Suisse », « proportionnel à la menace » ; cela tout juste une année après la sortie du rapport sur la politique de sécurité suisse qui estime toute agression envers la Suisse peu probable.

La course à l'armement en cours effraie sûrement Guy Parmelin qui semble oublier qu'en comparaison avec nos voisins, le pays est déjà suréquipé. La Suisse nécessiterait en vérité que 12 avions pour une police aérienne efficace, or ceux que nous avons ne sont pas seulement bien plus nombreux, mais avec une mise à technique peuvent aussi durer jusqu'en 2035.

Un nouveau non du peuple ?

Un nouveau refus serait une catastrophe pour Guy Parmelin et le DDPS, c'est pourquoi ce projet démocratiquement douteux a vu le jour. Le Conseil fédéral n'osant plus confronter les citoyens-ennes avec un projet clair et transparent comprenant le modèle et le nombre d'avions, comme c'était le cas avec les Gripen, préfère orienter le débat vers la peur. Ainsi si le peuple refuse ce nouveau projet, l'armée n'aurait, selon lui, plus lieu d'être.



Dessin tiré de «Die Unschlachtbaren» de H. U. Steger, © 1989 Limmat Verlag

LE PLAN DU GSSA

Le référendum sera lancé, nous sommes prêts!

Depuis l'annonce récente de la volonté du Conseil fédéral d'acquiescer à l'achat de nouveaux avions de combat et un nouveau système de défense sol-air, les membres du GSSA ont voté à l'unanimité, le 15 avril dernier à Soleure lors de notre assemblée annuelle, que le GSSA lancerait le référendum. Par Youniss Mussa

En ce qui concerne la méthode du Conseil fédéral, il est important de noter qu'elle va à l'encontre des valeurs démocratiques de notre pays. En effet, l'arrêté de planification ne permet pas de connaître le modèle des avions voulus par le Département de la défense. Par cette pratique scandaleuse, Guy Parmelin souhaite diviser celles et ceux qui s'opposent à toutes sortes de nouvelles dépenses et celles et ceux qui seraient déçus par le choix d'un avion plutôt qu'un autre. Ce référendum contre ce projet déraisonnable sera l'occasion de

causer un échec encore plus sanglant au Conseil fédéral en comparaison avec le référendum sur les Gripen! La victoire montrera à nouveau une volonté claire de la part du peuple de voir diminuer les dépenses militaires, et plus globalement de voir disparaître les services rendus par l'armée qui ne profitent pas à la population.

Le référendum pour faire avancer l'antimilitarisme

En permettant le référendum (à croire que Guy Parmelin souhaiterait être félicité), le Conseil fédéral entend épuiser les forces pacifistes et antimilitaristes du pays. En effet 50'000 signatures en l'espace de 100 jours peut être éreintant, sauf que notre obstination à gagner ce référendum en ressortira encore plus grande! Il sera impératif de se mobiliser à travers tout le pays, non seulement pour récolter les signatures, mais surtout pour convaincre la

population. Ces nouvelles dépenses sont dangereuses, polluantes, coûteuses !

Le GSSA déplore l'absence de coûts exacts, du modèle de l'avion et le nombre de nouveaux avions. Avec une enveloppe de 8 milliards, Guy Parmelin aura suffisamment de ressources pour s'attirer les félicitations de son parti, l'UDC. Ces dépenses ne servent qu'à contenir une peur éternelle (qui est l'essence même de ce parti), l'Autre.

Faire cesser le gaspillage de l'argent public

Le GSSA lancera avec une large alliance de partis et d'associations le référendum. Nous le gagnerons en expliquant que le terrorisme ne se combattra pas à l'aide d'avions de combat, que la Suisse est un pays qui risque le moins une guerre armée grâce à notre neutralité, que l'armée devient de plus en plus gourmande pour répondre au lobbysme des partis popu-

listes surpuissants au Parlement.

Autant dire que notre victoire sera le début d'une volonté claire de la population de mettre fin à cette armée qui « tue, qui pollue et qui rend con »! Le gaspillage de l'argent du contribuable n'a pas à être investi dans des caprices du Conseil fédéral!

Les 8 milliards de francs (24 milliards avec l'entretien des appareils) seraient mieux investis dans le domaine civil que dans des projets de réarmement insensés. L'armée et la droite militariste n'auront pas le dernier mot en matière de politique de sécurité. La signature d'un chèque en blanc pour de nouvelles dépenses militaires serait en contradiction avec la volonté populaire exprimée pas plus tard qu'en 2014. L'argent libéré a doit être affecté à des domaines civils, un point c'est tout! Le GSSA garantira le droit du Peuple à stopper ces dépenses inutiles et ce chèque en blanc donné au Conseil fédéral.

CHÈQUE EN BLANC

L'embaras du choix

Reporter le choix du type d'avion de chasse jusqu'à la fin du référendum révèle les craintes du gouvernement à l'égard du référendum. Par Adi Feller

Décision tactique de Guy Parmelin saluée par les médias et les partisans de l'armée, le choix du type d'avion n'aura lieu qu'après le vote sur le chèque en blanc pour les milliards des avions de chasse. Néanmoins, les fournisseurs sortent déjà du bois et font de la publicité pour leurs jets. Les journaux de l'armée sont déjà remplis de propositions et, dès qu'ils le peuvent, les fournisseurs font voler leurs jets. Selon Parmelin, le choix d'un avion parmi les cinq modèles proposés devrait être laissé aux « experts » du DDPS et d'armasuisse. Si on laisse les militaristes décider, la chose semble claire. Le divisionnaire Bölsterli s'est déjà exprimé dans la *Allgemeine Schweizerische Militärzeitschrift* : Il voudrait le F-35 de Lockheed Martin des Etats-Unis. La seule offre d'avion de la « 5ème génération », la crème de la crème, la Ferrari. Le fait que les coûts de développement augmentent encore (pour un coût total estimé à 1,5 trillions de dollars, des dépassements de budget de plus de 160 milliards de dollars ont déjà eu lieu), qu'il souffre encore de dizaines de problèmes et que, selon les autorités américaines

elles-même, « on peut en voir plus souvent dans les ateliers que dans les airs » ne semble pas intéresser le DDPS. En effet, l'armée ne veut que le meilleur (et le plus cher). Que l'avion soit quelque peu inadapté à sa seule tâche (la police aérienne) n'a pas d'importance. Tout autre scénario est tiré par les cheveux, car quiconque veut attaquer la Suisse par voie aérienne doit, soit d'abord traverser sans encombre des centaines de kilomètres d'espace aérien de l'OTAN, soit les agresseurs seraient alors les États membres de l'OTAN eux-mêmes. Que la police aérienne puisse fonctionner autrement, l'Irlande le prouve. Sans être membre de l'OTAN, ce pays garantit la sécurité de son espace aérien avec des avions Pilatus armés, de production suisse. Personne n'a encore remis en question l'existence de ce pays, contrairement aux scénarios que les militaristes suisses peignent sur la muraille lorsque l'on parle des avions de combat.

De vieux combattants

En outre, les Gripen réapparaissent dans la liste des fournisseurs. Le Saab Gripen E, toujours impossible à produire en série quatre ans plus tard, et ce malgré les promesses du fabricant d'armement suédois avant la votation sur le Gripen selon lesquelles la Suisse aurait

déjà dû recevoir une première livraison d'avions. Les autres modèles ont vieilli de quelques années, mais ils coûtent toujours très cher. Afin de réduire leurs propres coûts et gagner de l'argent, Rafale et Eurofighter vendent leurs avions à n'importe quels dictateurs, de l'Arabie Saoudite à l'Egypte. Que l'on continue ainsi à larguer des bombes sur le Yémen n'a pas tant d'importance non plus. Et les constructeurs se font même de la publicité en disant que les avions ont été testés sur le terrain. Les opérations françaises et anglaises en Syrie, et avant cela en Libye, servent également ce dessein. Le deuxième Américain parmi les fournisseurs, Boeing et son F/A-18 E Super Hornet, aime également faire référence au baptême du feu de son modèle. Pour la Suède aussi, c'était une bonne raison de faire larguer à leurs vieux Gripen des bombes sur la Libye. La guerre comme argu-

ment de vente – c'est là que renoncer consciemment à l'achat vaut la peine pour le client. Des propositions sont apparues entre-temps dans les journaux militaires, allant jusqu'à proposer l'achat de vieux chasseurs F/A-18 d'occasion en provenance de Finlande ou du Canada. Si l'on se préoccupait sérieusement de la sécurité de la Suisse, on utiliserait ces milliards pour réduire les primes d'assurance-maladie, améliorer la prévoyance vieillesse et faire baisser les loyers. Il sera encore possible d'acheter des avions bon marché qui répondent facilement aux besoins de la police aérienne dans dix ans – en ce qui concerne les fantasmes de guerre, il ne faut pas oublier que les avions de combat ne servent à rien pour la défense. Ou bien certains messieurs aimeraient-ils bientôt s'en aller bombarder une région autour du globe ?

Le divisionnaire Bölsterli ne veut que le meilleur : il désire l'équivalent d'une Ferrari en matière d'avion de chasse – c'est-à-dire le F-35



FAUSSES COMPENSATIONS

Le gaspillage conscient de l'argent des contribuables

« Les affaires compensatoires sont importantes pour la place économique suisse. » C'est avec cet argument que les partisans des nouveaux avions de chasse argumenteront à nouveau lors du prochain achat d'avion de combat. Le fait est que peu de gens profitent des affaires compensatoires et que la grande majorité d'entre eux en paient le prix. Par Martin Parpan

Une chose devrait être claire aujourd'hui. S'il doit y avoir un référendum sur le projet d'acquisition d'avions de combat, l'une des nombreuses questions sera celle des coûts. Il est discutable d'investir des milliards de dollars pour des avions de combat alors que l'on réduit les prestations sociales, que les primes d'assurance maladie augmentent constamment et que les gens sont inquiets pour l'avenir de leurs rentes de vieillesse. Le Conseil fédéral en est tout à fait conscient. Dans ce contexte, il faut aussi expliquer son souhait de faire uniquement voter la population sur une « décision de planification ». La décision de planification ne com-

prend ni le coût exact, ni le type, la capacité ou le nombre exact de jets. Ainsi, le Conseil fédéral devra affronter moins de questions concrètes sur un projet concret et pourra davantage argumenter sur un plan abstrait, avec cette devise du « Voulons-nous défendre notre patrie ou non ? » Malgré cette démarche démocratiquement discutable, les partisans des avions ne pourront complètement échapper au débat sur les coûts. Les affaires compensatoires (souvent appelées offset-agreements) sont un argument que les partis bourgeois utiliseront pour faire croire à la population que les avions de combat sont non seulement nécessaires à notre sécurité, mais qu'ils donneront aussi un coup de fouet à notre économie. Si la Suisse achète des avions de combat, le fabricant étranger est tenu de compenser 100 pour-cent du montant contractuel par le biais d'affaires compensatoires avec l'industrie suisse. L'objectif est de faire accepter ce deal de plusieurs milliards à l'économie locale, en lui collant dessus l'étiquette d'un « générateur d'emplois ». La vérité est cependant différente en ce qui concerne les

affaires compensatoires. Dès 2008, dans une étude sur l'efficacité des transactions symétriques dans le secteur de l'armement, le Contrôle fédéral des finances a prouvé que seuls 40% du prix d'achat sont reversés à l'industrie suisse et que les affaires compensatoires ne tiennent en aucun cas leurs promesses.

Peut-on en avoir un peu plus ?

Pire encore, les fabricants peuvent exiger des prix plus élevés dès lors que les transactions sont liées à des transactions symétriques avec les pays acheteurs. Oskar Schwenk, PDG de Pilatus, parle de coûts de 15 à 20 pour-cent plus élevés lors des offsets. Cette surtaxe est payée par les contribuables. Il est étonnant que tous ces faits soient connus depuis très longtemps. Ces machinations semblent susciter de la nervosité au sein-même de ce que l'on appelle le « groupe d'accompagnement pour de nouveaux avions de combat », groupe qui conseille le Conseil fédéral sur l'acquisition d'avions de combat et qui est principalement composé de politiciens des partis bourgeois et

de fonctionnaires du DDPS. Le comité recommande donc la plus grande transparence possible lors d'affaires compensatoires. En même temps, la majorité veut s'abstenir de demander deux offres de chacun des soumissionnaires (une avec affaires compensatoire et l'autre sans) afin de pouvoir prendre une décision pour ou contre les obligations de compensation. Cela ne signifie rien d'autre que de payer consciemment plus qu'il n'est nécessaire et donc de gaspiller délibérément l'argent des contribuables. Et pourtant : lors du prochain achat d'avions, ses partisans lanceront à nouveau leurs appâts et répéteront donc machinalement l'importance de ces affaires pour la Suisse en tant que place économique. Notre devoir est de prouver le contraire avec des faits et d'exposer les accords pour ce qu'ils sont : un montage faussant la concurrence par lequel quelques-uns s'enrichissent et pour lequel un grand nombre vont payer. Tu appartiens très probablement l'une de ces personnes qui paieront.

ABOUTISSEMENT

Dépôt de l'Initiative contre le commerce de guerre

En collaboration avec les Jeunes Vert-e-s et d'autres organisations partenaires, nous avons réussi à récolter plus de 104 000 signatures pour l'initiative contre le commerce de guerre. Après un peu plus d'un an, nous avons pu soumettre les signatures à la Chancellerie fédérale à Berne le 21 juin.

Par Lewin Lempert

Une chose est sûre : l'initiative contre le commerce de guerre répond à une préoccupation bien présente. Depuis le lancement spectaculaire de la campagne, lorsque Louise Schneider a tagué le mur blanc du bâtiment devant la Banque nationale, d'innombrables récoltes dans les rues et de nombreux reportages au sujet de l'initiative ont montré que les gens ne comprennent pas pourquoi leur argent est investi dans des entreprises d'armement. Plusieurs caisses de pension, parmi lesquelles les caisses de pension de la ville de Lucerne et de la ville de Bâle ou Publica, la caisse de pension fédérale, ont renforcé

leur réglementation en matière d'investissement dans le domaine du matériel de guerre. Grâce à la pression constante exercée par le peuple, l'initiative a pu obtenir ses premiers succès avant même qu'elle ne soit déposée.

Plus de 120 000 signatures ont été recueillies l'année dernière pour empêcher le financement des producteurs de matériel de guerre. Des centaines de militant-e-s du GSsA, des Jeunes Vert-e-s et d'autres organisations sont

allé-e-s dans la rue. Nous avons maintenant déposé ces signatures à la Chancellerie fédérale afin que l'initiative puisse être validée formellement. Le 21 juin, nous nous sommes retrouvés à Berne à 11h30 et en début d'après-midi, nous avons remis les listes de signatures, et ce avec une mise en scène intéressante. Nous avons bien entendu fêté ce dépôt le soir même. Ce fut un événement merveilleux en présence de nombreux-ses bénévoles. Merci infiniment !



De la décision de l'AG...



...et l'action de Louise...

COMMERCE DE GUERRE

Réussites contre le commerce de guerre

La collecte de signatures pour l'initiative contre le commerce de guerre. Il est temps de revenir sur la phase de collecte et sur les succès remportés à ce jour. Beaucoup de choses se sont déjà produites depuis le lancement de l'initiative.

Par Michael Christen

Jamais auparavant une phase de collecte du GSsA n'avait commencé par une telle action. Le matin du 11 avril 2017, Louise Schneider a tagué « L'argent pour les armes tue » en rouge sur la paroi de chantier devant la Banque nationale suisse (BNS). Le message sur les photos a fait le tour du monde et l'initiative contre le commerce de guerre a été discutée par un grand nombre de personnes. Beaucoup de choses se sont passées depuis.

Après d'innombrables campagnes de collecte dans toute la Suisse, des perles de sueur sur le front et l'énorme engagement de toutes les organisations de l'alliance, l'initiative a déjà été couronnée de succès pendant la phase de collecte.

Premières listes d'exclusion

L'Association suisse pour l'investissement responsable (SVVK-ASIR) est une association de grandes caisses de pension suisses. Ses membres fondateurs sont Publica (la caisse de pension fédérale), les caisses de pension de la Poste et des CFF. Cette association a dressé une liste d'exclusion de 15 entreprises qui produisent du matériel de guerre illégal, comme des armes nucléaires, des armes

à sous-munitions ou des mines antipersonnel. Du point de vue du GSsA, cette fusion est la bienvenue et constitue un pas dans la bonne direction, bien que cette liste d'exclusions n'aille pas encore assez loin. La caisse de pension de la ville de Zurich, par exemple, dispose depuis un certain temps de sa propre liste de 62 entreprises actives dans le secteur de la défense. Des propositions ont été soumises aux parlements des différents cantons, dont la plupart ont maintenant reçu une réponse.

Dans le canton de Bâle-Campagne, la Basellandschaftliche Pensionskasse a exclu 15 entreprises d'armement de son portefeuille d'investissements. En outre, l'adhésion au SIAA-ASIR est à l'étude. La Pensionskasse Basel-Stadt a emboîté le pas et exclut désormais 15 entreprises d'armement. La caisse de pension de la ville de Winterthur examine également l'affiliation à la SVVK-ASIR.

Une chose a également changé dans le canton de Berne. Selon sa propre déclaration, la caisse de pension de Bienne a exclu tous les producteurs de matériel de guerre de ses investissements. La caisse de pension du canton de Berne a également exclu certaines entreprises d'armement. Il n'y a que dans la ville de Berne qu'il n'y a eu aucun signe d'amélioration. Une initiative du parlement de la ville est actuellement en attente.

Dans la ville de Lucerne, le GSsA, La Jeunesse Socialiste, les Jeunes Vert-e-s et d'autres partis et organisations ont rassemblé et soumis une initiative municipale « Pour une interdiction du commerce de guerre lucernois ». Après

de longues discussions avec l'exécutif et trois avis juridiques – l'un rédigé au nom du GSsA – le comité d'investissement de la caisse de pension a adapté de manière indépendante sa réglementation en matière d'investissement et a rejeté les investissements dans les producteurs d'armes nucléaires. L'initiative a donc été retirée.

« Une tendance déclenchée par le GSsA »

Ces décisions d'investissement sont fondamentalement positives. Le journal « Der Bund » parle déjà d'une « tendance qui a probablement été déclenchée par l'initiative de guerre du Groupe pour une Suisse sans Armée ». Toutefois, il est clair qu'il reste encore beaucoup à faire. La Banque nationale suisse (BNS) continue d'investir sans contrôle dans des entreprises d'armement. Et cela malgré le fait que le GSsA a déposé une plainte en matière de surveillance contre de tels investissements. Les caisses de pension qui adoptent des critères d'exclusion sont également encore minoritaires.

Un an plus tard, le matin du 11 avril, Louise Schneider se tenait de nouveau sur la Bundesplatz, entourée d'une foule de journalistes. Cette fois, elle tenait une banderole dans ses mains avec l'inscription « Mères, grands-mères, arrière-grands-mères criez-le haut et fort fort – du pain au lieu d'armes pour tous les enfants ! » Ceci est déjà en lien avec l'annonce d'une action l'année prochaine si la situation dans le monde ne s'améliore pas. Nous continuerons aussi longtemps qu'il le faudra.

DON'T BANK ON THE BOMB

UBS et Crédit Suisse fans d'armes nucléaires !

Au mois de mars dernier, PAX présentait le rapport 2018 Don't Bank on the Bomb. Publié depuis 2013, son but est de dénoncer le financement des producteurs d'armes nucléaires et de soutenir le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TNP), voté à l'ONU en juillet 2017 par 122 des 192 États membres, dont la Suisse. S'il apparaît que le nombre d'institutions désinvestissant le champ de l'armement nucléaire augmente, les fonds totaux investis dans l'armement nucléaire croissent.

Par Julien Repond

Sur la base de sources diverses, le rapport observe les investissements des institutions financières dans vingt entreprises impliquées dans la production de composants permettant la fabrication d'armes nucléaires. On y retrouve notamment Boeing, Airbus, Honeywell International, active dans le nucléaire et la défense, ou encore Lockheed Martin, la première entreprise mondiale de défense et de sécurité... Du côté des institutions financières étudiées – 392 au total dont deux suisses –, elles sont classées dans trois catégories en fonction de leur politique d'investissement : « glorieuses », « peut mieux faire » et « honteuses ».

« Les glorieuses »

Vingt-deux institutions sont ainsi considérées comme de « bons élèves » pour avoir mis en œuvre une politique qui empêche toute implication financière dans la production d'armes nucléaires. Ces institutions sont clairement en conformité avec toutes les dispositions du TNP. Elles sont majoritairement implantées en Europe. On y retrouve la Banca Etica italienne, la Co-operative Bank

britannique ou encore d'importants fonds de pension danois et suédois.

« Peut mieux faire »

Le rapport dresse ensuite la liste de 41 institutions qui « peuvent mieux faire ». Il s'agit de celles qui ont engagé des démarches pour exclure les entreprises impliquées dans la production d'armes nucléaires de leurs investissements, mais dont les politiques n'empêchent pas tous les types d'implication financières dans ces dernières. Alors qu'une minorité de ces institutions (11) sont en passe de devenir « glorieuses », la majorité d'entre-elles a encore des politiques permettant l'investissement de sommes d'argent considérables dans ce commerce. C'est le cas de Crédit Suisse, qui décroche avec peine une place dans cette catégorie. Rien d'étonnant lorsque l'on découvre que la banque investit 784 millions de dollars dans 6 des 20 producteurs.

« Les honteuses »

Enfin, 329 banques, sociétés d'assurance ou fonds de pension (contre 359 en 2016) « mauvais élèves » investissent de manière significative au sein de ces entreprises. Le top 10 des institutions financières a fourni, à lui seul, plus de 253 milliards de dollars aux 20 producteurs identifiés par

le rapport, soit près de la moitié de l'investissement total (525 milliards de dollars entre janvier 2014 à octobre 2017). Ces 10 investisseurs sont tous basés aux États-Unis (Blackrock, Capital Group, Vanguard, ...). Du côté européen, les plus grosses institutions financières sont les banques françaises BNP Paribas et le Crédit agricole, ainsi que la banque britannique Barclays, avec des investissements cumulés de l'ordre de 24 milliards de dollars. UBS n'est pas en reste, avec plus de 4 milliards de dollars investis dans 11 des 20 compagnies étudiées par le rapport. Soulignons que près d'un milliard de ses investissements vont à Honeywell International ainsi qu'à Lockheed Martin.

Bien que peu étonnant, tout cela n'en est pas moins atterrant. On peut se reconforter en sachant que les votant-e-s suisses se prononceront dans quelques années sur l'initiative du GSsA pour l'interdiction du financement du commerce de guerre. Bien que cette initiative vise avant tout la Banque nationale, les fondations ainsi que les institutions de la prévoyance publique et professionnelle, son texte demande aussi que la Confédération s'engage sur le plan national et international en faveur de la mise en place de conditions analogues applicables aux banques et aux assurances. D'ici là, le GSsA ne laissera pas UBS et le Crédit Suisse tranquilles.



...en passant par la collecte des signatures...



...jusqu'au dépôt de l'initiative! (Toutes les photos : GSsA)

DÉPÔT

100 000 signatures au Jour J

Nous avons remis des boîtes remplies de listes de signatures à la Chancellerie fédérale. Mais quelles seront les prochaines étapes ? Comment préparer une initiative à passer devant le peuple ?

Par Judith Schmid

Nous nous sommes séparé-e-s de nombreuses listes de signatures. Jusqu'à récemment, nous les gardions précieusement à Zurich. Elles sont maintenant à la Chancellerie fédérale et font l'objet d'un examen. Il est tout à fait possible que la Chancellerie déclare quelques attestations collectives invalides, parce qu'une exigence formelle

n'a pas été remplie lors de la certification par les communes. Si c'est également le cas avec l'initiative contre le commerce de guerre, ce n'est pas la fin du monde, car nous avons environ 4902 signatures de réserve.

La prochaine étape sera de valider l'initiative. La balle est alors dans le camp du Conseil fédéral : il dispose d'un an pour rédiger un message sur l'initiative, qu'il devra présenter au parlement. S'il prévoit un contre-projet, il peut prolonger le délai de six mois supplémentaires.

Le Conseil national et le Conseil des États auront ensuite le temps de discuter et débattre de l'initiative. Le délai est de deux ans et demi à partir du moment du dépôt de

l'initiative, mais il peut être prolongé de deux ans au maximum si un contre-projet direct (projet de texte constitutionnel alternatif) ou indirect (projet de loi) voit le jour. Toutefois, dès que la recommandation des deux chambres sera définitive, le Conseil fédéral décidera quand le peuple pourra se prononcer sur l'initiative. Le délai pour ce faire est de dix mois après le vote final au parlement.

Nous ne pouvons pas encore prédire quelle direction l'initiative prendra. Cependant, vous pourrez certainement écrire un grand oui sur le bulletin de vote qu'au début des années 2020. D'ici là, nous vous tiendrons au courant de chaque petite étape – par le biais du site web, de Facebook, de la newsletter et bien sûr dans le Journal du GSsA.

STATISTIQUES SUR LES EXPORTATIONS

Des profits, quel que soit le coût en cadavres

Les exportations de matériel de guerre en provenance de Suisse se poursuivent sans entrave, quoi qu'en dise le droit suisse.

Par Adi Feller

Au premier trimestre 2018, la Suisse a exporté du matériel de guerre pour un peu moins de 80 millions de francs. Une fois de plus, il est frappant de constater qu'en dépit d'une base juridique claire, les exportations se poursuivent vers des pays qui ne devraient pas avoir le droit d'être livrés. Comme l'ont écrit quelques 70 professeurs de droit en 2008 dans un commentaire sur la nouvelle ordonnance sur le

matériel de guerre, la Suisse n'est pas autorisée à fournir du matériel de guerre aux pays impliqués dans un conflit armé interne ou international. Mais le Seco interprète ces lois d'une manière extrêmement favorable à l'industrie. Des systèmes antiaériens vers le Pakistan ? Pas de problème, ce sont donc simplement des armes défensives (un terme qui n'existe pas dans la loi), de sorte qu'elles peuvent être quand même exportées. Exportations vers des pays faisant la guerre au Yémen, comme l'Arabie Saoudite ou les Emirats Arabes Unis ? Hum, ils n'utilisent probablement pas notre matériel de guerre là-bas. D'une manière ou

d'une autre, il y a toujours une bonne raison pour malgré tout autoriser l'exportation. Divers pays de l'OTAN reçoivent également des livraisons sans problèmes - malgré les frappes aériennes en Syrie sans aucune base juridique internationale et les interventions militaires en Afghanistan.

Composants de gaz toxiques pour la Syrie

Un triste exemple montre à quel point le Seco peut être aveugle : 17'000 francs pour 5 000 kilogrammes d'un produit chimique pouvant être utilisé dans la fabrication du gaz sarin.

Cette substance a été exportée après que les inspecteurs internationaux d'armes chimiques en Syrie aient détruit les stocks de gaz de l'État. Le Seco s'est fondé sur le fait que la société livrée ne figurait pas sur la liste des sanctions et n'avait aucune relation privilégiée avec le régime Assad (ce qui s'est avéré faux par la suite). L'administration est-elle sous-dotée et surchargée ou fait-elle trop confiance à l'industrie ? Ce qui est sûr c'est que le Seco agit davantage en tant qu'autorité de promotion des exportations qu'en tant qu'organisme de contrôle.

RUAG

Des munitions suisses pour le Brésil

Au Brésil, sept personnes sont assassinées par heure - la plupart d'entre elles par arme à feu. Ammotec, filiale de RUAG, prévoit maintenant de construire une usine de munitions précisément dans ce pays.

Par Judith Schmid

En mars, quatre balles ont délibérément réduit au silence Marielle Franco, 38 ans, conseillère municipale de Rio de Janeiro. Elle critiquait l'augmentation des violences policières et l'intervention de l'armée dans les favelas. Son assassinat a ébranlé le pays. La population brésilienne exprime sa solidarité avec la politicienne locale au travers de manifestations de masse et de protestations contre la spirale de violence sans pareille qui tient le pays en haleine depuis des années.

Rien que l'année dernière, 61 000 personnes ont été assassinées au Brésil. Dans la plupart des cas avec une arme à feu. Pour certains meurtres, les munitions provenaient de stocks des autorités. C'était le cas pour Marielle. Selon le ministre de la Sécurité publique, plus de 50 enquêtes ont été ouvertes au cours des 13 dernières années sur de tels détournements.

Corruption

Évidemment que quelque chose ne tourne pas rond dans le grand État sud-américain. On découvre de plus en plus de scandales de corruption touchant jusqu'aux plus hautes sphères des autorités et de la politique. La violence est combattue par la violence. Au lieu de renforcer la loi sur les armes, le parlement demande la légalisation de la possession d'armes ainsi que du libre port d'armes. Et l'entreprise RUAG prévoit justement de construire une usine au Brésil - au passage, il s'agit de la même RUAG qui est actuellement confrontée à des scandales de corruption en Russie, en Hongrie et aux États-Unis. Dans ces infrastructures du Brésil, l'entreprise veut produire des munitions de petit calibre. Ses principaux clients devraient être l'armée et les autorités. Ces mêmes autorités qui se font voler ou revendent leurs munitions et coopèrent avec des milices auto-proclamées dans les favelas de Rio. Cette même police militaire qui avait accusé Marielle Franco, quelques jours avant sa mort, de l'exécution de trois personnes. La question est évidente : que cherche exactement RUAG au Brésil, sinon à profiter sans scrupules de cette situation ?



Des activistes manifestent contre l'assouplissement de l'ordonnance sur le matériel de guerre devant le Palais fédéral (Photo : GSsA)

MODIFICATION DE L'ORDONNANCE SUR LES EXPORTATIONS D'ARMES

Pas d'exportation d'armes vers les pays en guerre civile !

Le lobby de l'armement et le Conseil fédéral veulent autoriser les exportations d'armes vers les pays en guerre civile. A cette fin, l'ordonnance sur le matériel de guerre doit être assouplie. Résumé de la situation.

Par Michael Christen

« L'autorisation concernant les marchés passés avec l'étranger [...] n'est pas accordée si le pays de destination est impliqué dans un conflit interne ou international ou si le pays de destination viole systématiquement et gravement les droits de l'homme; [...] » C'est ce que dit l'article 5 de l'ordonnance sur le matériel de guerre. Cette disposition a été insérée en 2008 dans l'intention de couper l'herbe sous les pieds de l'« Initiative pour l'interdiction d'exporter du matériel de guerre » du GSsA.

Il est vite devenu évident qu'il ne s'agissait que de propagande pour les votations. Dans la pratique, dans d'octroi de licences du Conseil fédéral et du Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco), rien n'a changé. Le matériel de guerre

a été et continue d'être livré aux pays impliqués dans des conflits armés internes ou externes. La déclaration faite par un-e employé-e de la division « Maîtrise de l'armement » du Seco lors de la session des jeunes de 2016 est un exemple typique de ce comportement : « Nous rejetons les demandes d'exportation vers des pays où il y a un conflit interne. » Que les conflits internationaux soient également affectés par le règlement a été systématiquement passé sous silence.

Powerplay du lobby de l'armement

Récemment, on a appris que le Conseil fédéral et les parlementaires des partis bourgeois veulent aller encore plus loin. En novembre 2017, 13 entreprises d'armement ont écrit une lettre à la Commission de politique de sécurité du Conseil des Etats (CPS-E) déclarant qu'elles veulent exporter légalement des armes vers des pays où la guerre civile fait rage. Le lobby des armes du Conseil des Etats s'est conformé à cette demande sans trop de discussion, et le

conseiller fédéral en charge, Johann Schneider-Ammann, a également eu pitié des « trafiquants de la mort » et proposé un amendement au Conseil fédéral dans son ensemble. L'affaire est actuellement en suspens.

La résistance s'organise pour la contrer. 28 organisations ont uni leurs forces sous la direction du GSsA afin de lutter contre cette modification de l'ordonnance. Dans un premier temps, nous avons écrit une lettre ouverte au Conseil fédéral et au CPS-E. Outre le GSsA, Alliance Sud, la Société pour les peuples menacés, Helvetas, Public Eye et les Juristes démocrates de Suisse sont également de la partie, pour n'en citer que quelques-unes. Dans cette lettre, nous appelons les destinataires à se souvenir de la tradition humanitaire de la Suisse et à ne pas autoriser les exportations d'armes vers des pays en guerre civile.

Causes de conflit

Selon le HCR, 28'300 personnes sont tous les jours forcées de quitter leur foyer à cause de la

guerre et des persécutions. L'exportation de matériel de guerre vers des zones de guerre n'aide certainement pas à calmer la situation ou à chercher une solution civile au conflit. Au lieu de cela, les conflits armés sont encore attisés et toujours plus de personnes sont forcées de prendre le dangereux chemin de l'exil.

Afin de donner du poids à cet appel, nous avons également mené une action sur la Place Fédérale. Dans le même temps, six parlementaires provenant de six partis – PS, Verts, PVL, BDP, PDC et UDC – ont critiqué le projet de l'industrie de l'armement et du Conseil fédéral lors de l'heure des questions.

Entre-temps, nous avons reçu une lettre du conseiller fédéral Johann Schneider-Ammann lui-même. Il répondait à la lettre ouverte mentionnée ci-dessus. Dans le style typique de Schneider-Ammann, il y a beaucoup de texte et peu de contenu...

EXPORTATIONS D'ARMES

La Suisse tue au Moyen-Orient

Grenades made in Switzerland utilisées dans un attentat de Daesh en Turquie en 2014, blindés Mowag suisses impliqués dans la guerre au Yémen en 2015 ou pour mater dans le sang le soulèvement populaire de l'opposition démocratique au Bahreïn en 2011 : la Suisse continue d'alimenter les guerres et les régimes anti-démocratiques au Moyen-Orient par ses exportations d'armes. Par Julien Repond

Depuis mars 2011, le conflit syrien a coûté la vie d'un demi-million d'êtres humains et jeté des millions de personnes sur les routes de l'exil. Il en va de même dans le cas du Yémen, où l'intervention d'une coalition conduite par l'Arabie saoudite a fait des dizaines de milliers de victimes. On peut également citer la Turquie et sa guerre menée dans le Kurdistan syrien, et, évidemment, l'occupation violente d'Israël en Palestine depuis des décennies. Outre la guerre au sens strict, divers soulèvements populaires ont été réprimés dans la région. Ces situations humanitaires dramatiques devraient amener un pays neutre comme la Suisse, dépositaire des Conventions de Genève, à suspendre ses exportations de matériel de guerre dans les pays belligérants... Mais la réalité est bien différente : les principaux acteurs des conflits cités ci-dessus se fournissent en matériel de guerre suisse.

Berne en guerre au Yémen

Le Yémen est un triste exemple. Entre 2015 et 2018, la Suisse a exporté pour 22,8 millions de francs de matériel de guerre vers l'Arabie Saoudite. A cela s'ajoutent des exportations de «biens militaires spéciaux» (bien qui ne servent pas directement à tuer) à hauteur de plusieurs centaines de millions francs. En livrant des armes à ce pays en guerre sur plusieurs fronts, la Suisse a été accusée par l'ONG *Control arms* de violer le Traité sur le commerce des armes qu'elle a pourtant ratifié en janvier 2015. La Confédération justifie cette situation en indiquant qu'il s'agissait de « réparations qui entraient dans le cadre de la garantie du fabricant ». La Suisse doit rester « un partenaire fiable ». La Confédération n'a pas respecté d'autres engagements, notamment un moratoire sur les exportations vers ces pays annoncé en mai 2015 et suspendu en avril 2016. Depuis début 2018, des pays non-neutres, à l'instar de l'Allemagne, ont de leur côté cessé de livrer des armes aux pays membres de la coalition en guerre au Yémen. A noter également, toujours en ce qui concerne l'intervention au Yémen, que la Suisse exporte également massivement des armes à plusieurs autres pays prenant part à la coalition menée par Riyad. C'est le cas de notamment des Emirats arabes unis, pays vers lequel la Suisse a exporté pour près de 15 millions de francs de matériel de guerre entre 2015 et 2018. Notons enfin que RUAG a fondé en 2016 une filiale dans ce même pays afin de développer ses activités au Moyen-Orient. Tout cela questionne évidemment la neutralité de la Suisse : en vendant des armes à divers pays de cette coalition, Berne se positionne dans un conflit qui met en scène tous les acteurs de la région, sur un fond de conflit entre puissances chiites et sunnites.

OMG ! Cessez d'exporter des armes !

Les exportations de matériel de guerre suisse à l'étranger sont règlementées par la Loi fédérale sur le matériel de guerre et l'Ordonnance sur le matériel de guerre (OMG). Suite à des pressions de l'industrie de l'armement ces dernières années, ces législations n'ont cessé d'être assouplies. Cette érosion du contrôle sur les exportations revient ainsi sur les quelques concessions faites par le Conseil fédéral

en 2009 afin de minimiser les chances de succès de l'Initiative du GSsA pour l'interdiction totale des exportations d'armes.

A ce chapitre, on peut citer la révision de l'OMG de 2014, qui rend possible les exportations de matériel de guerre vers des pays où les violations des droits humains sont graves et systématiques. Quoi qu'il en soit, le conseil fédéral se moque de l'OMG. La règle selon laquelle aucune exportation ne devrait être autorisée vers un pays en situation de conflit interne ou international n'a en effet jamais été appliquée... On pense ici aux exportations vers les Etats-Unis (86 millions entre 2015 et 2018), qui interviennent massivement dans la région,

ainsi qu'à une multitude d'autres cas. Dernièrement encore, le Conseil fédéral annonçait être prêt à faire un pas de plus vers un assouplissement : du matériel de guerre devrait ainsi pouvoir être exporté dans des pays qui vivent une situation de guerre civile.

Le sommet de l'hypocrisie

Alors que la Suisse exporte sans gêne des armes au Moyen-Orient, elle adopte une politique moins généreuse quand il s'agit d'accueillir les personnes poussées à l'exil par les conflits auxquels le pays participe. Restant cohérente avec sa logique militaire, la Confédération envoie l'armée aux frontières pour bloquer les migrants ! Quand est-ce que des vies humaines brisées auront plus de poids que le porte-monnaie des industriels de l'armement de notre beau pays neutre ? Le GSsA continue le combat.



Le GSsA réagit aux chiffres annuels 2017 sur l'exportation de matériel de guerre à travers une action. (Photo : GSsA)

FINANCEMENT DU MATÉRIEL DE GUERRE

Faire la paix ou la guerre ?

De nombreux Suisses et de nombreuses Suissesses sont impliqués-e-s contre leur gré dans le commerce de guerre par l'intermédiaire de leur caisse de pension. Les alternatives ne manquent pourtant pas.

Par Silvio Krauss
(Oikocredit Suisse alémanique)

Les investissements des institutions financières locales dans les producteurs d'armes suivent souvent une sélection unidimensionnelle des placements selon des critères exclusivement axés sur le profit. Elles compromettent ainsi le développement durable dans de nombreuses régions du monde et l'engagement neutre de la Suisse à l'étranger. Investir dans des producteurs de matériel de guerre n'est pas nécessaires au succès des acteurs financiers, que ce soit en Suisse ou à l'étranger. Diverses institutions financières mettent déjà en œuvre ce que l'initiative visant à interdire le commerce de guerre exige.

Des pionniers de la finance durable comme Oikocredit prouvent depuis des décennies que le capital investi peut être utilisé pour financer un développement positif. La demande des particuliers et des institutions a, en effet, augmenté ces dernières années.

Assumer ses responsabilités

Les caisses de pension ont des responsabilités envers leurs sociétés affiliées et leurs assurés-e-s. Plus leur client-e-s s'informent de façon critique sur ce qu'il advient de leur argent, plus elles évoluent. Depuis le début de la récolte de signatures pour l'initiative, plusieurs grands fonds de pension ont déjà réagi à la pression de leurs client-e-s ou à des initiatives municipales et ont resserré leurs critères d'exclusion pour l'investissement dans les armes. La gestion de ses propres biens ou de ceux d'autrui exige une décision. Chacun-e a la responsabilité de choisir quel « rendement » sera priorisé : le rendement financier, social ou

écologique ? Les investisseurs qui privilégient la durabilité placent les avantages sociaux et écologiques avant les dividendes financiers, mais sans renoncer à ces dernières. Une politique de paix cohérente signifie aussi renoncer aux investissements contraires à l'éthique et ne pas fermer les yeux sur les conséquences indirectes de ses investissements. Il est temps

de vérifier ce que ta banque, ta caisse de retraite, ton club, etc. fait de l'argent que tu leur confies.

Le capital investi a un effet. Nous sommes vaincu-e-s qu'au lieu de financer les guerres, il devrait combler des besoins. N'importe qui peut soutenir la paix. Tous les jours. Même avec ses économies.

Pionnier depuis 1975 : Oikocredit International

Les 56'000 particuliers et institutions qui investissent chez Oikocredit International par le biais d'investissements socialement et éthiquement responsables s'assurent que leurs actifs ne génèrent pas simplement un rendement financier, mais développent aussi le meilleur impact social et écologique possible. Depuis plus de 40 ans, la coopérative d'investissement Oikocredit International, orientée sur les projets sociaux, finance des instituts de microfinance, des coopératives de commerce équitable et des PME sociales dans plus de 70 pays émergents.

ARMÉE SECRÈTE P-26

Réhabiliter les objecteurs de conscience plutôt que les vétérans !

La Suisse s'est dotée d'une armée secrète alors qu'elle mettait en prison plus de 10 000 objecteurs de conscience.

Par Josef Lang

L'armée secrète P-26 a été créée en 1981 en tant que successeur du « Service spécial » dans le « Groupe des renseignements » (Grrens). Son chef était le colonel Albert Bachmann, un ancien stalinien. Il avait rédigé le manuel de défense civile, que le Conseil fédéral a distribué à tous les ménages en 1969 et dont le tirage s'est élevé à 2,6 millions d'exemplaires. Le journal tessinois « Giornale del Popolo » décrivait ce texte, qui attaquait tous les dissidents, comme une « construction typiquement fasciste ». Les dissidents, en particulier les critiques de l'armée, y étaient dépeints comme des traîtres. Si l'on souhaite comprendre correctement la P-26, nous devons tout d'abord nous intéresser à ce manuel de protection civile. Notamment parce que l'auteur de ce livre et le père spirituel de l'Armée secrète sont une seule et même personne – qui n'a jamais rompu avec son mode de pensée totalitaire.

Manque de contrôle, manque de respect

L'existence d'une armée secrète a été découverte en février 1990 – à la suite de l'affaire des fiches. La Commission d'enquête parlementaire pour le Département militaire fédéral (aujourd'hui DDPS, CEP DMF), dirigée par le député au Conseil des Etats PDC appenzellois, Carlo Schmid, a critiqué en particulier l'absence de contrôle démocratique : « Une organisation secrète équipée d'armes et d'explosifs représente (...) en soi une menace potentielle pour l'ordre constitutionnel, à moins qu'elle ne soit également effectivement contrôlée par les autorités politiques constitutionnelles ». (Rapport CEP, p. 199) Les quatre dirigeants de l'état-major général ancien et actuel, anciennement le Grrens ainsi que la P-26, sont apparus lors d'une conférence de presse au cours de laquelle le rapport de la CEP a été condamné comme « inquisitoire ». Ce faisant, les généraux ont violé la primauté de la politique. Quelques jours plus tard, il s'est avéré que l'organisateur de la CP, Hans-Rudolf Strasser, double responsable de l'information du DDPS et de l'état-major général, était également membre du personnel exécutif de la P-26, sous le nom de code « Franz ». Ainsi,

tous les participants à la CP avaient menti aux médias, au public, au Parlement et au Conseil fédéral. Kaspar Villiger, chef du DMF, a immédiatement renvoyé le soldat de l'armée secrète.

«Renversement par infiltration»

C'est le quatrième scénario secret de la P-26, intitulé « Renversement », visant le même ennemi interne que le manuel de défense civile, qui a suscité le plus d'émoi. La CEP DMF a écrit à ce sujet : « Le «renversement par infiltration» définit un scénario possible qui est inacceptable d'un point de vue démocratique. Ce scénario n'exclut pas la possibilité que l'organisation puisse également être utilisée en cas de changement de pouvoir dans les formes démocratiques ». Cependant, selon la CEP et le Conseil fédéral, dans une démocratie, « il ne revient pas à la direction d'une organisation de résistance de juger si un changement de pouvoir politique est basé sur l'infiltration (...) ou est le résultat d'une libre formation de l'opinion par la majorité ». (Rapport CEP, p. 192) Le rapport CEP-DMF a également révélé que le principal partenaire de la P-26, le MI6 des services secrets britanniques, en savait plus sur l'armée secrète suisse que le Conseil fédéral. Le Conseil fédéral a ordonné une nouvelle enquête, notamment parce qu'il était clair au début des années 1990 que les organisations « Stay Behind » de l'OTAN – comme le Gladio italien – avaient été impliquées dans des attentats terroristes. Cependant, ce soi-disant « rapport Cornu » sur les relations de la P-26 avec d'autres services de renseignement n'a été publié que le 24 avril 2018 et uniquement de façon partielle. Il confirme que la coopération avec le MI6 et surtout la participation au réseau de transmission de l'OTAN impliquait son intégration. La P-26 n'était pas seulement antidémocratique, mais aussi incompatible avec la neutralité.

Cellules dangereuses

Les personnes privées, les entités médiatiques, militaires et universitaires qui œuvrent à la réhabilitation de la P-26 mettent en avant deux points de critique.

En guise d'apaisement, il est parfois avancé que la P-26 n'était pas une « unité opérationnelle » qui aurait pu organiser un putsch facilement. Cependant, la structure en forme de

cellules ne faisait que de la rendre plus dangereuse. Dans son message publié en mai 1988 contre l'initiative du GSsA visant à abolir l'armée, le Conseil fédéral écrivait : « La Suisse n'a pas d'armée, elle est une armée ». Il n'est pas improbable qu'en cas de OUI en novembre 1989, certains des 80 petits groupes armés auraient pris des mesures contre « l'abolition et les abolitionnistes de Suisse ».

En outre, la critique a raison quand elle dit que la CEP n'a pas suffisamment tenu compte du contexte historique de la P-26. Légalement,

l'armée secrète était un corps étranger, mais intellectuellement et politiquement ce n'était pas le cas. Elle était le fer de lance de la Suisse intolérante et hystérique de la guerre froide, qui a emprisonné plus de 10 000 jeunes objecteurs de conscience entre 1970 et 1990.

La P-26 était l'expression de la théorie du complot la plus puissante qui ait jamais aveuglé la Suisse. Elle ne se débarrassera pas de ce passé en réhabilitant les vétérans de la P-26 (jamais poursuivis), mais en réhabilitant ceux qui se sont opposés à l'armée.



L'arsenal secret de la P-26.

RÉÉCRITURE DE L'HISTOIRE

Un documentaire de la RTS pour la réhabilitation de la P-26

Le 21 décembre 2017, la Télévision Suisse Romande (RTS) diffusait un documentaire de Temps Présent (TP) intitulé *Il était une fois l'armée secrète suisse*. Le documentaire glorifie les « courageux patriotes » de la P-26. Avec une reconstruction partielle des faits et par des commentaires qui délégitiment de manière unilatérale le rapport de la Commission d'enquête parlementaire sur les événements survenus au Département militaire fédéral (CEP-DMF), l'émission participe à la campagne de réhabilitation de l'une des plus graves dérives antidémocratiques qu'ait connu la Suisse. La résistance à cette régression est indispensable. Par Tobia Schnebli

Il n'est pas surprenant de constater que les témoignages des anciens membres de la P-26 présentés dans le documentaire visent à légitimer une organisation qui représentait « une menace virtuelle pour l'ordre constitutionnel » (Rapport CEP-DMF p. 204). Pris pour eux-mêmes, ces témoignages valent pour ce qu'ils sont : un point de vue de vétérans de l'organisation. Le contenu inacceptable du documentaire est dû au fait que ces témoignages, ainsi que tous les autres commentaires présentés, mettent en cause de manière unilatérale les conclusions du rapport de la CEP-DMF. Il n'y a pas de commentaires de politiciens ou d'historiens qui soutiennent les conclusions de la

CEP-DMF ayant conduit le Conseil fédéral à prononcer dès qu'il en a pris connaissance la dissolution de la P-26.

Les deux historiens qui s'expriment dans le documentaire se positionnent sans ambages pour une révision du rapport de la CEP-DMF. La postface de l'ouvrage de Martin Matter affirme que : « L'évaluation de la P-26 comme 'armée secrète' qui constituait un danger pour l'Etat est l'une des plus grandes erreurs de jugement de l'histoire suisse récente » (trad. TS). Quant au positionnement de Titus Meier, il ressort dans l'extrait de la présentation de sa thèse : « Des hommes et des femmes de la population civile – ménagères, universitaires, artisans – étaient prêts à participer à la résistance

en cas d'occupation. Ils ne se considéraient pas comme un soutien militaire mais plutôt politique du gouvernement. Cela était toutefois méconnu en 1990, quand ces préparatifs furent découverts. » (trad. TS)

S'opposer à la réhabilitation en marche

L'histoire racontée dans le documentaire est partielle et reprend de manière unilatérale celle racontée par celles et ceux qui s'engagent pour la réhabilitation de la P-26. Une coalition de citoyen-ne-s critiques ont décidé de porter plainte contre ce documentaire auprès de l'autorité de plainte de la RTS.

THÉORIES DU COMLOT

Les poutinophiles, la Nouvelle Droite et le mouvement pacifiste

Les médias mentent, les puissances secrètes tirent les ficelles, tout est la faute de l'OTAN et la Russie n'est pas si méchante après tout. Pourquoi avons-nous un problème avec les conspirationnistes ?

Par Andreas Weibel

Peu de temps avant la votation sur l'initiative NoBillag, diverses personnes dans les réseaux sociaux ont demandé au GSsA de recommander un oui à l'initiative. Les arguments : la SSR menteuse répandrait la propagande belliciste de l'OTAN. Un oui à NoBillag équivaldrait à un oui à la paix. Pour éviter la propagande de guerre, nous devrions passer à des médias comme KenFM ou Russia Today.

Les conspirationnistes ont fait couler beaucoup d'encre ces derniers mois alors que le terme demeure flou. Cependant, ce que les adeptes de ces théories ont en commun, c'est de croire qu'une élite étroite contrôle secrètement ce qui se passe dans le monde. Leurs ennemis sont les « médias-menteurs ». Ils disent que l'OTAN est responsable de toutes les guerres, mais défendent les offensives militaires russes.

Tentatives d'infiltration

Il est frappant de constater que les conspirationnistes se considèrent souvent comme faisant

partie d'un « nouveau mouvement pour la paix ». Il s'agit parfois d'une tentative délibérée de la Nouvelle Droite d'infiltrer les mouvements pacifistes. Après la crise de Crimée, il y a près de quatre ans, des « manifestations du lundi »¹ et des « veillées de la paix » ont eu lieu en Allemagne et parfois en Suisse. Elles étaient organisées par des ésotéristes de droite, des antisémites et des complotistes venant de toute part. Les manifestations étaient également dirigées contre les médias traditionnels, contre les « préparations à la guerre » de l'OTAN contre la Russie, mais aussi contre la haute finance américaine. L'année dernière, les partisans de l'AfD et du NPD² ont organisé un événement parallèle aux manifestations traditionnelles de gauche contre la conférence de l'OTAN à Munich. Sous la devise « Sortir de l'OTAN », ils agitaient des drapeaux avec une colombe blanche sur fond bleu, symbole des mouvements pacifistes.

Lorsque l'on se penche sur le sujet des théories du complot, on ne peut éviter le publiciste suisse Daniele Ganser, une véritable star dans ce milieu. Il ne fait certes pas partie de la droite radicale, mais il manque parfois de scrupules au moment de choisir les personnes avec lesquelles il s'engage, comme par exemple lorsqu'il accorde une interview au magazine « Zeit-

Fragen », lié à la VPM³. Dans le passé, Ganser a cependant publié des documents intéressants sur les réseaux « Stay Behind » de l'OTAN pendant la guerre froide, par exemple.

Une conception politique crue

Ganser n'est pas à la hauteur de ses propres attentes en tant que scientifique. Trop souvent, ses sources ne sont pas crédibles et son zèle missionnaire est trop évident. Mais ceux qui le critiquent peuvent également exagérer. Ainsi, dans son nouveau livre, Roger Schawinski suggère par exemple que Ganser a deux poids et deux mesures lorsqu'il traite de la légalité des opérations russes et occidentales en Syrie. Or, en effet, que les forces armées russes agissent en Syrie avec le consentement d'Assad représente une importante différence en regard du droit international.

Cependant, bien que Ganser et les autres conspirationnistes abordent parfois des questions pertinentes – et que nous critiquons nous aussi fortement l'OTAN –, nous avons un problème avec eux : leur conception politique. Si le monde était contrôlé par des élites conspiratrices, où serait la démocratie ? Si les médias ne se préoccupaient que de la propagande de guerre de l'OTAN, comment expliquer que le peuple ait dit non au Gripen ? Aussi, ne nous laissons

pas embrouiller car, après tout, cela ne fait aucune différence pour le travail politique en Suisse de savoir qui utilise du gaz toxique en Syrie, ou si un collaborateur des services secrets américains était au courant des attentats du 11 septembre 2001. Ce qui compte, c'est la manière dont nous pouvons empêcher l'utilisation d'armes suisses dans les zones de guerre. Or, nous savons par expérience que le pouvoir n'est pas entre les mains d'une élite obscure. Les décisions pertinentes sont toujours prises aux urnes et c'est à nous de persuader une majorité de la population avec de bons arguments. Nous avons réussi pour le Gripen et nous réussirons à nouveau.

¹En allemand : «Montagsdemonstrationen», *ndlt*

²AfD : Alternative für Deutschland = alternative pour l'Allemagne; NPD : Nationaldemokratische Partei Deutschlands = Parti national démocrate d'Allemagne; tous deux sont des partis appartenant à la droite populiste en Allemagne, *ndlt*

³VPM : Verein zur Förderung der Psychologischen Menschenkenntnis = Association pour la promotion du savoir psychologique au sujet des êtres humains, *ndlt*

RÉSOLUTION

Plus de solidarité et moins de soldats

Lors de l'Assemblée générale à Soleure le 15 avril dernier, la résolution contre les missions militaires à l'étranger a été adoptée à l'unanimité sous l'intitulé « Mettons nos compétences au service de la paix et non de la guerre dans le monde ». Vous trouverez ci-dessous le texte de la résolution.

L'Assemblée générale du GSsA réaffirme son rejet des missions militaires à l'étranger. L'interventionnisme, en particulier la « guerre contre le terrorisme », a favorisé le terrorisme, renforcé l'armement et intensifié la répression. Plutôt que de se rapprocher de l'OTAN et d'une participation aux conflits, la Suisse doit se positionner en faveur de l'ONU et de la politique de la paix.

En septembre 2009, la participation de la Suisse à « Atalante », une mission de l'Union Européenne au large des côtes somaliennes avait été évitée, en partie grâce au GSsA. A la suite de cela, la question de l'engagement militaire à l'étranger semblait réglée pour un certain temps. Les discussions en cours et les efforts mis en œuvre pour revenir sur cette décision nous incitent à déclarer publiquement, en particulier à l'attention de la gauche, notre rejet de cette tendance ainsi qu'à annoncer notre refus et notre opposition vis-à-vis de la militarisation de la politique étrangère.

Lorsque le déploiement de troupes suisses est devenu une question politique, il y a une bonne vingtaine d'années, le GSsA a souligné que cela faisait partie de la stratégie de l'OTAN visant, après la fin de la guerre froide, à redorer le blason de tout ce qui était en lien avec l'armée. Nous avions prédit que le néo-militarisme mondial conduirait à une augmentation des

dépenses en armements, à un accroissement des tensions et des conflits, à une négligence en matière de construction civile de paix et à la marginalisation de l'ONU. Nous avons fait remarquer que les scénarios de l'OTAN, de l'UE et de l'Armée suisse incluaient essentiellement la sécurisation des zones d'extraction et des itinéraires de transport de matières premières, ainsi que la prévention contre les flux migratoires. L'Armée suisse voulait retrouver un rôle après la dissolution du Pacte de Varsovie en se cherchant une nouvelle tâche.

Au lieu de missions militaires à l'étranger, qui sont généralement menées par les armées de l'OTAN, nous avons proposé l'expansion de la promotion civile de la paix, en particulier la prévention et l'analyse critique des conflits, les bons offices ainsi que la coopération au développement. Nous avons également participé à la collecte des signatures et à la campagne en faveur de l'adhésion à l'ONU.

Après le 11 septembre, les interventions militaires des années 1990 ont conduit à la « guerre contre le terrorisme », qui comprend entre autres l'invasion de l'Irak. Le bilan est si dévastateur – il inclut le renforcement du terrorisme, et en particulier l'émergence de l'État islamique – que les partisans des opérations militaires à l'étranger n'en parlent pas du tout. Mais ceux qui se préoccupent avant tout de la paix et de la sécurité, et non principalement du renforcement de l'armée ou de leur propre position dans la politique militaire, sont confrontés à la catastrophe provoquée par la militarisation des deux dernières décennies dans le monde entier. Il y a peut-être un lien entre la nouvelle discussion sur les missions militaires à l'étranger et les efforts mis en place pour que la Suisse

siège au Conseil de sécurité de l'ONU. Nous sommes ouverts à cela, mais la Suisse devrait accéder à ce mandat en usant de solidarité et non pas de soldats. Nous ne pouvons envisager un engagement militaire que dans le cadre strict des missions de maintien de la paix de l'ONU, dans lesquelles l'ONU a son mot à dire et se conforme strictement aux droits humains. Pour des raisons similaires, nous sommes con-

tre la participation de la Suisse aux plans militaires de l'Union Européenne qui, comme les Etats-Unis, se fiche des mandats de l'ONU.

La politique de paix et de sécurité la plus efficace de la Suisse consiste à interdire les investissements dans les entreprises productrices de matériel de guerre et les exportations d'armes. Fondamentalement, nous suivons la maxime suivante : au sein d'un monde où les soldats et les armes sont trop nombreux, la Suisse devrait mettre ses compétences au service de la paix et non de la guerre.



La résolution a été adoptée à l'unanimité lors de l'AG. (Photo : GSsA)

Tout doit se terminer un jour

Ce printemps, il y a eu deux changements dans l'équipe du secrétariat du GSsA : Eva Krattiger a quitté le secrétariat à Berne, elle est remplacée par Nicolas Félix. A Zurich, c'est Anna Naeff qui rejoint l'équipe.

Par Lewin Lempert

C'est seulement en consultant ma boîte mail que j'ai pu m'assurer qu'Eva Krattiger n'était entrée au GSsA qu'en été 2016. Elle a été tellement présente dans l'équipe du Secrétariat tout au long de la phase de préparation et de collecte pour l'initiative contre le commerce de guerre qu'il est difficile d'imaginer qu'elle n'ait pas toujours été là. Aujourd'hui, presque deux ans après nous avoir rejoint-e-s, Eva s'en va – ou du moins quitte le secrétariat. Dans le courant de ces deux années, en plus de son engagement au sein du GSsA, Eva a été élue conseillère municipale de la ville de Berne avec la Jeunesse alternative ! Elle a aussi joué un rôle majeur dans nos efforts pour

unir plus de 35 organisations contre le commerce de guerre. C'est également elle qui est à l'origine de la lettre au Conseil fédéral dans laquelle un grand nombre d'ONG et le GSsA exigeaient que l'Ordonnance sur le matériel de guerre ne soit pas assouplie. En bref : Eva et son grand engagement nous manqueront et nous espérons bien sûr qu'elle restera longtemps militante pour le GSsA.

Nicolas Félix remplacera Eva à Berne. Grâce à sa participation à divers groupes de travail et à la coordination, il a déjà pu faire ses premiers pas au GSsA. Nicolas est très engagé et nous nous réjouissons de travailler avec lui ! Anna Naeff rejoindra l'équipe à Zurich début juin. Elle succède à Sebastian Büchler, qui a quitté le GSsA fin janvier. Anna est co-présidente de la Gauche de Schaffhouse et apporte de ce fait une grande expérience. L'équipe du secrétariat de Zurich se réjouit de pouvoir à nouveau travailler à trois et d'accueillir une nouvelle collègue pleine d'entrain !



Anna Naeff



Nicolas Félix



Impressum

Rédaction : Sebastian Büchler (sb), Michael Christen (mc), Valentin Décoppet (vd) Stefan Dietiker (sd), Adi Feller (af), Daniela Fischer (df), Josef Lang (jl), Lewin Lempert (ll), Nora Komposch (nk), Eva Krattiger (ek), Magdalena Küng (mk), Youniss Mussa (ym), Martin Parpan (mp), Julien Repond (jr, responsable), Judith Schmid (js), Tobia Schnebli (ts), Muriel Waeger (mw), Andreas Weibel (aw)

Abonnement : 20.- par an à verser au CCP 12-11508-2. Les membres du GSsA sont abonnés d'office. **Articles et lettres :** à adresser au secrétariat romand du GSsA, CP 151, 1211 Genève 8, E-mail: gssa@gssa.ch

ISSN 1663-5701, Paraît au minimum 4 fois par an.

Impression : ROPRESS, Zurich **Cartoons :** Oger **Maquette :** Regula Meili **Tirage :** 5'000 exemplaires
Traduction : Catherine Jost et Valentin Décoppet

Les courriers des lecteurs/lectrices sont bienvenus. Les éditeurs/trices se réservent le droit d'écourter les soumissions. Merci de nous informer des changements d'adresse, adresses incorrectes et / ou en double. Le contenu de ce journal est soumis à une licence Creative Commons. À des fins non-commerciales, il peut être utilisé librement à condition que la source soit mentionnée.

Talon de Commande



Nombre	Description	femme/homme	Couleur	Taille	Prix	Total
	T-Shirt «STOP nouveaux avions de combat»	Of Oh	noir	OS OM OL OXL	Fr. 28.-	
	T-Shirt «L'armée ça tue, ça pollue, ça rend con»	Of Oh	noir	OS OM OL OXL	Fr. 28.-	
	T-Shirt «Quelle connerie la guerre»	Of Oh	noir	OS OM OL OXL	Fr. 28.-	
	T-Shirt «If war is the answer...»	Of Oh	blanc	OS OM OL OXL	Fr. 28.-	
	T-Shirt «A bas toutes les armées»	Of Oh	noir	OS OM OL OXL	Fr. 28.-	
	Autocollant				gratuit	
	Briquet «L'armée ça tue, ça pollue, ça rend con!»				Fr. 2.-	
	Couteau de poche «GSsA»				Fr. 25.-	
	Drapeaux PACE				Fr. 12.-	
	Drapeaux PEACE				Fr. 12.-	
	Feuilles de signature A5 (Initiative contre le commerce de guerre)				gratuit	
	Autocollants (Initiative contre le commerce de guerre)				gratuit	
	Frais de port					Fr. 4.80
Somme totale de la facture						

Commande: GSsA, Case postale, 8031 Zurich, gssa@gssa.ch

Nom

Prénom

Rue

N°

NPA

Lieu

Tél.

E-mail